



« Le bateau prend l'eau, et nous, on écope à la petite cuillère! »

« **CETTE SEMAINE, J'AI FAIT COURS** à des classes de sept élèves. » L'enseignante de français qui a accepté de nous parler souhaite préserver son anonymat, et celui de son établissement, un lycée bourgeois du sud des Hauts-de-Seine. Depuis plusieurs jours, il ne reste que 41 élèves de première à venir en cours, sur 236 inscrits, tous les autres étant « à l'isolement, et sans dispositif de cours à distance, puisque nous sommes à plein temps dans l'établissement ». Selon elle, l'agence régionale de santé (ARS) a refusé de fermer le niveau première, malgré les demandes de la direction.

Alors que les cas de Covid s'envolent dans certains territoires, des équipes éducatives se voient obligées de « faire tourner » des établissements laissés ouverts avec parfois plus de dix classes fermées. Et un nombre d'encadrants réduit « comme peau de chagrin ». C'est ce qui se dit au collège Elsa-Triolet de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). En l'espace d'une semaine, trois classes ont fermé « à la chaîne » dans cet établissement, rapporte l'un des personnels, lui-même isolé chez lui car « cas contact » : une première classe lundi, une deuxième jeudi, une troisième vendredi... A l'heure où il nous a contactés, le 26 mars, une quatrième fermeture de classe était en discussion. Et une « AG » (assemblée générale) était convoquée, à distance. « Comment aborder une autre semaine dans ces conditions? Les enseignants tiennent, mais l'équipe de direction et l'administra-

tion sont touchées. Et les personnels de vie scolaire s'arrêtent les uns après les autres... » Ce collège de 530 élèves en a pourtant « absolument » besoin : des faits de violence ont eu lieu, ces dernières semaines, aux abords de l'établissement.

Droit de retrait

Il n'est pas le seul à se demander comment tenir. A plusieurs reprises ces dernières semaines, des assistants d'éducation ont eu à prendre en charge des classes de collège. On a aussi vu des assistants d'enfants en situation de handicap être mis à contribution pour surveiller des élèves de primaire. Un « système D », parce qu'« il faut bien accueillir les élèves », souffle-t-on sur le terrain, mais qui a un prix : l'épuisement, voire la maladie.

A Courbevoie (Hauts-de-Seine), l'équipe du collège Georges-Seurat est « décimée » par le Covid. « Vingt professeurs sont tenus à l'isolement et trois classes sont fermées », témoigne une enseignante de français. « Mardi, on avait donc un collège avec sept profs présents, et une principale en distanciel parce que cas contact. » Selon cette enseignante, l'ARS a également refusé de fermer l'établissement. Tout juste revenue de son isolement jeudi, la jeune femme envisage de suivre ses collègues qui songent à se mettre en droit de retrait, lundi prochain.

Les « demi-jauges » au collège, dont le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a fait état, vendredi, comme d'une option pour réduire le ris-

que de contagion, pourraient-elles être une solution? « Dans notre cas, c'est un peu tard », grince l'enseignante. Elle n'a « toujours pas compris » pourquoi le « système hybride », désormais obligatoire dans les lycées des dix-neuf départements reconfinés, n'a pas été mis en place plus vite et plus tôt dans la scolarité. Dans les écoles maternelles et élémentaires, les enseignants sont aussi contraints à de « petits arrangements » pas toujours tenables. « Mardi, j'ai remplacé dans une école où j'avais deux CP dédoublés regroupés », rapporte Baptiste Mahé, remplaçant dans le Nord. « Cela ne paraît pas spectaculaire comme ça, parce que ça fait 26 enfants, mais il n'y avait pas assez de tables, pas assez de place... Sans parler du brassage! » Ce délégué du SNUipp-FSU confie n'avoir « jamais vu autant de collègues pleurer ». « On savait qu'il fallait recruter plus, s'agace-t-il. Maintenant, le bateau prend l'eau, et nous, on écope à la petite cuillère! »

Lors d'une conférence de presse convoquée en urgence, le 26 mars, Jean-Michel Blanquer a assuré que, dans les zones de forte tension, les rectorats seraient autorisés à recruter des remplaçants supplémentaires. Dans le premier degré, 2220 enseignants contractuels l'ont déjà été depuis novembre. Sans combler tous les manques. ■

M. BA. ET V. M.

